

Objet : Lettre ouverte

le 3 avril 2006

Monsieur le Ministre-Président,

Par voie de presse (LLB du 14.02.2006), nous apprenons que votre Ministre Régional de l'Intérieur, a plaidé pour que "le fédéral et le régional continuent à agir de concert pour éviter des situations absurdes". Ce même journal nous précise qu'"en Wallonie, une vaste réforme est en chantier avec, comme objectif prioritaire, la reconnaissance des mosquées".

Nous avouons être quelque peu perplexes quant à la mise en chantier d'un tel projet qui entraînera des conséquences irréversibles dans d'autres régions d'Europe.

En effet, partant du principe selon lequel le rôle du politique est de défendre et, si possible, d'améliorer le bien commun, cela implique de prendre toutes les mesures utiles et nécessaires pour garantir la sécurité des citoyens; nous en voyons mal l'application dans ce cas précis.

Il est actuellement politiquement correct d'affirmer que la violence issue des milieux musulmans est le fruit de quelques extrémistes et que la majorité des musulmans que l'on nomme « modérés », n'approuve pas ces agissements, et n'est donc pas concernée par ceux-ci.

Admettons! Mais encore faut-il expliquer pourquoi cette masse de « modérés » n'a pas manifesté l'horreur ressentie lors de l'attaque des tours à New-York, des bombes en Angleterre et à Madrid, de l'égorgeage des sept moines de la Trappe à Tibhirine, du génocide actuellement en cours contre les non-musulmans au Soudan, de l'assassinat des touristes en Egypte et nous pourrions allonger la liste sans difficultés. Dernièrement, une simple caricature a suffi non seulement à enflammer le monde musulman, mais également à ce que celui-ci crie et démontre sa haine contre l'Occident.

Ne devons-nous pas reconnaître qu'en Islam, comme partout ailleurs dans le monde, c'est une certaine minorité agissante qui en est venue à dicter la loi? De notre côté, ne cherchons-nous pas à nous donner bonne conscience devant un problème qui nous dépasse?

Ne voit-on pas que, dans presque tous les pays musulmans, l'évolution des mentalités tend vers un Islam plus orthodoxe? Ignore-t-on que la majorité de ces pays, y compris la Turquie, a signé la "Charte des Droits de l'Homme Islamique" qui, tout en réaffirmant la supériorité de la Charria, pose la question de l'effectivité de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, qui restera lettre morte.

L'endroit où s'établissent les musulmans est par définition « terre d'Islam ». C'est sur cette terre qu'ils ont l'obligation d'imposer la Charria et le passage à l'acte dépend alors, comme toujours, du rapport des forces en présence.

On affirme trop facilement que l'Islam est une religion d'amour et de tolérance. Bon nombre d'auteurs ont démontré que le Coran, texte fondateur et guide de l'Islam, renferme d'innombrables commandements non interprétables, ordonnant la soumission ; la soumission ou la mort ! Cela a été le cas depuis le 8ème siècle, dans tous les pays où l'Islam s'est introduit. Comment pensez-vous prévenir et éviter que cela ne se produise chez nous?

Vous projetez une reconnaissance des mosquées et vous savez que l'on y enseignera que les musulmans doivent conquérir les "non-croyants". Si cela ne se prêche pas dans les mosquées, cela se fera dans les caves et les arrière-cours. Comment pensez-vous contrôler cela?

Comment croire qu'en Occident la condition des non-musulmans, c'est-à-dire la nôtre, sera différente de celle des non-musulmans en terre d'Islam, tout comme au Soudan, au Cashmire et autres points chauds de la planète où il y a résistance à l'Islamisation? Nous sommes convaincus que vous ne désirez pas balkaniser ou libaniser l'Occident, mais nous ne voyons pas comment vous l'éviterez.

Sans être prophète, on peut déclarer, dès aujourd'hui, que nos petits-enfants payeront très cher notre vision contemporaine de la tolérance et de la liberté, doublée d'un manque de prévoyance.

Il y a quelques années, une commission parlementaire avait pour tâche de bannir les sectes non respectueuses de nos droits fondamentaux et maintenant nous nous laissons envahir par des populations qui se communautarisent parce qu'elles ne parviennent pas à s'intégrer, qui n'acceptent pas nos droits et devoirs et qui, le moment opportun, nous imposeront la Charria. Comment comprendre?

Nous osons espérer, Monsieur le Ministre-Président, que cette missive puisse susciter quelques réflexions.

Pensez-vous que la majorité de la population approuve votre initiative? Auriez-vous le courage d'organiser une consultation populaire ou un référendum sur cette question? Ne risquez-vous pas d'agir contre la volonté du peuple qui a le droit de décider de son avenir?

Veillez agréer, Monsieur le Ministre-Président, l'expression de nos sentiments les plus respectueux,

Pour EUBOCO,



Le Président.

PS 1 Une copie de cette lettre sera envoyée à divers organes de presse, à près d'un millier de décideurs politiques en Belgique, aux Pays-Bas et en France ainsi qu'à plus d'un millier d'adresses électroniques avec la demande de la propager si l'on approuve son contenu.

PS 2 En annexe, nous vous joignons un texte « Constats et paradoxes » qui en partie, explique l'incompatibilité de la culture musulmane avec la nôtre. Celui qui y découvrirait ne fût-ce qu'un soupçon de xénophobie peut conclure qu'il n'a rien compris au problème.